

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa



Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

**MARCHE DE FOURNITURES PASSÉ
SELON LA PROCEDURE FORMALISEE
avec négociation**

(Articles R. 2124-1, R. 2124-3, R. 2161-12 à R. 2161-20 et R2124-3 du code de la commande publique)









Dossier :

GNVR-12-2024

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
(CCAP)**

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	Objet : Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa Marché public industriel
	Acheteur : GENAVIR 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest CS 20071 29280 Plouzané
	Marché passé en procédure formalisée CCAG applicable au marché public : CCAG Marchés publics industriels (CCAG MI) – 2021
	Genavir 1625 route de Sainte Anne Centre Ifremer de Brest 29280 Plouzané
	Le marché n'est pas alloti.
	La durée d'exécution du marché public est à préciser par le candidat dans la période du 02/12/2025 au 25/01/2026.
	La forme des prix est définie au sein du présent document
	Tranches : Le marché n'est pas divisé en tranches. Prestations similaires : Sans objet

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES	5
1.1. OBJET DU MARCHE	5
1.2. ALLOTISSEMENT	5
1.3. DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3. SOUS-TRAITANCE	5
3.1. GENERALITES	5
3.2. MODALITES D'ACCEPTATION ET D'AGREMENT	5
3.3. REGIME FINANCIER	6
ARTICLE 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	7
4.1. REPARTITION DES PAIEMENTS	7
4.2. TYPE ET CONTENU DES PRIX	7
4.3. FORME DES PRIX	7
4.4. REGLEMENT DES PRESTATIONS	7
4.5. PAIEMENT DES COTRAITANTS	8
4.6. PAIEMENT DES SOUS-TRAITANTS	9
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION	9
5.1. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE	9
5.2. MODALITES DE COMMANDE	9
5.3. PERIODE DE PREPARATION – ETUDES	10
5.4. APPROBATION DES PLANS ET DES DOCUMENTS	10
5.5. REUNION DE COORDINATION DE SECURITE	10
5.6. REUNIONS ET REDACTION DES RAPPORTS SUR TOUTE LA DUREE DU PROJET	10
5.7. DEFAUT CACHE OU TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES	11
5.8. MESURES D'ORDRE SOCIAL - APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL	11
5.9. DISPOSITIONS APPLICABLES POUR UN TITULAIRE FRANÇAIS	11
5.10. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS DE TITULAIRE ETRANGER	12
5.11. ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE DES CHANTIERS	13
5.12. JUSTIFICATIFS A FOURNIR EN COURS D'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	13
ARTICLE 6. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS.....	15
6.1. ESSAIS ET CONTROLES	15
6.2. PERFORMANCES	15
6.3. DOCUMENTATION TECHNIQUE	15
6.4. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	15
ARTICLE 7. PENALITES ET RETENUES	15
7.1. PENALITES POUR RETARD	15
7.2. AUTRES PENALITES ET RETENUES	16
ARTICLE 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	17
8.1. RETENUE DE GARANTIE	17
8.2. AVANCE	18
ARTICLE 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS – ASSURANCES	18
9.1. DELAI D'EXECUTION DES TRAVAUX	18
9.2. PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION	18
9.3. PRESCRIPTIONS GENERALES	18

ARTICLE 10. ASSURANCES - GARANTIE 18

10.1. GARANTIES 18

10.2. ASSURANCES 19

ARTICLE 11. ESSAIS PREALABLES A L’ADMISSION DES PRESTATIONS..... 19

11.1. ESSAIS ET CONTROLES 19

11.2. PERFORMANCES 19

ARTICLE 12. RESILIATION 20

ARTICLE 13. DROIT ET LANGUE 20

ARTICLE 14. DÉROGATIONS..... 20

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

Article 1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1. Objet du marché

Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concerne une maintenance complète du navire, mais aussi afin de traiter des problèmes d'obsolescence afin d'améliorer la fiabilité du navire et de répondre aux besoins des scientifiques.

Nous considérons que ces investissements relèvent du maintien du navire en état de fonctionnement et ne sont donc pas considérés comme de la modernisation, même si cela peut en relever.

La description des fournitures et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2. Allotissement

Sans objet. Les prestations comportent des prestations indivisibles.

1.3. Décomposition en tranches

Sans objet.

Article 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché ainsi que leur ordre de priorité figurent à l'acte d'engagement (AE).

Article 3. SOUS-TRAITANCE

3.1. Généralités

Tous les éléments ou dispositions qui seront relatifs à la sous-traitance dans le présent marché se feront en application des articles R.2193-1 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un marché de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution du marché, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire du marché demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité du marché.

En application de l'article L. 2193-3 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne pourra pas sous-traiter les tâches suivantes, considérées comme essentielles par le pouvoir adjudicateur :

- La rédaction des rapports qualité,
- Compte-rendu et PV
- Le suivi budgétaire et la maîtrise d'œuvre : le suivi des travaux et la coordination chantier.

3.2. Modalités d'acceptation et d'agrément

Les dispositions suivantes s'appliquent sans préjudice des dispositions prévues aux articles R. 2193-3 à R. 2193-9.

Le titulaire adresse l'acte spécial de sous-traitance (imprimé DC4, disponible sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment signé par les deux parties.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R.2143-3 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- la personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- le comptable assignataire des paiements ;
- le compte à créditer.

Les prestations sous-traitées devront y être détaillées.

Seront jointes au DC4 :

- les annexes présentant les capacités techniques, financières, professionnelles du sous-traitant et l'annexe prouvant l'habilitation du signataire représentant l'entreprise sous-traitante à l'engager.
- une déclaration du candidat (formulaire DC2, disponible sous <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) dûment complétée.
- un extrait Kbis ou documents justifiant de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (RCS) ou registre des métiers (RM) ou à défaut, récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises (CFE) pour les entreprises en cours d'inscription.
- un Relevé d'Identité Bancaire (RIB).

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité d'exiger la communication du contrat de sous-traitance.

Le titulaire devra impérativement adresser l'acte spécial de sous-traitance 21 jours minimum avant tout début d'intervention du sous-traitant sur le chantier et à l'adresse suivante :

GENAVIR
 Direction Achats Finances
 1625 route de Sainte Anne – Centre Ifremer de Brest
 CS 20071
 29280 Plouzané

avec copie de la demande aux adresses mail suivantes :
service_achats@genavir.fr et stn@genavir.fr

Le délai d'acceptation du sous-traitant par le maître d'ouvrage ne commence à courir qu'à réception d'un dossier complet.

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de refuser le sous-traitant présenté par le titulaire du marché si les capacités techniques, économiques et financières du sous-traitant sont jugées insuffisantes.

3.3. Régime financier

Les dispositions des articles R. 2193-17 à R. 2193-22 du code de la commande publique sont applicables au présent marché.

Article 4. PRIX - VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

4.1. Répartition des paiements

En cas de groupement conjoint, le titulaire aura indiqué dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement ce qui doit être réglé respectivement au mandataire et ses cotraitants.

4.2. Type et contenu des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires et devis estimatif, aux quantités réellement exécutées.

Les prix comprennent, outre les fournitures, les taxes diverses, prescriptions, garanties, sujétions et obligations du contrat et d'une façon générale tous les frais relatifs à la réalisation complète des prestations du marché (ex : frais de transport).

Les prix du marché sont hors T.V.A.

4.3. Forme des prix

4.3.1. Les prix du marché

Ils sont fermes et définitifs.

4.3.2. Mois d'établissement des prix du marché :

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois fixé pour la remise des offres ; ce mois est appelé "mois zéro", soit :

M_0 = Mois de remise de l'offre (offre finale pour les procédures avec négociations)

4.3.3. Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Le montant des sommes à régler sera soumis au taux de T.V.A. applicable à la date du fait générateur, c'est-à-dire à la date d'exécution des prestations, quelle que soit la date à laquelle intervient le paiement correspondant.

4.4. Règlement des prestations

4.4.1. Règlement des prestations faisant l'objet du marché

Elles seront réglées par application des prix unitaires, dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires, aux quantités réellement exécutées.

4.4.2. Les factures

Elles sont établies en 2 exemplaires et libellées à l'ordre de la Direction Achats Finances de Genavir seront présentées après que les quantités réellement exécutées auront fait l'objet d'une admission.

En complément des éléments évoqués ci-dessus, les demandes de paiement comporteront chacune le numéro de la commande génératrice, la désignation des documents contenus dans le colis, la quantité livrée, le taux et le montant de la T.V.A.

En cas d'absence d'une de ces informations, la facture sera retournée au titulaire.

Le titulaire transmettra sa demande de paiement par courrier adressé à la SPL :

GENAVIR
 Direction Achats Finances
 1625 route de Sainte Anne – Centre Ifremer de Brest
 CS 20071
 29280 Plouzané

Et par mail à l'adresse mail suivante : compta@listes.genavir.fr

avec en copie à:
stn@genavir.fr

4.4.3. Mode de règlement retenu

C'est le virement avec paiement à 60 jours date de facture à la réception du projet de décompte dans les conditions prévues à l'article 4.4.2. ci-dessus.

Le règlement des comptes se fera suivant l'échéancier ci-dessous :

N° acompte	Livable	Montant de l'acompte
1	Arrivée chantier	15 %
2	Sortie cale sèche	30 %
3	Fin du chantier après les essais en mer	40 %
4	Période de garantie 6 mois	15 %

Le versement de l'acompte ou du solde est également suspendu si :

- Le livrable n'est pas conforme aux éléments demandés dans le CCTP ou le cas échéant dans les spécifications jointes au bon de commande,
- Si la prestation réalisée n'est pas conforme aux exigences du CCTP,
- Si des prestations font l'objet de réserves et/ou d'ajournement de prestations conformément à l'article 16 ci-dessous.


En dehors du premier bon de commande, il n'est pas prévu d'acompte sur les autres bons de commande.

Les intérêts moratoires seront appliqués conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

4.5. Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 13 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

4.6. Paiement des sous-traitants

Le paiement des sous-traitants se fera conformément aux articles R.2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC, le sous-traitant, qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par le pouvoir adjudicateur est payé directement, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Article 5. CONDITIONS D'EXECUTION

5.1. Obligation de confidentialité

Conformément à l'article 5 du CCAG Travaux, et dans l'hypothèse où, à l'occasion de l'exécution du marché, une des Parties aurait connaissance d'informations ou recevrait communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel, elle sera tenue de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à les connaître.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public au moment où ils sont portés à la connaissance d'une Partie. Le cas échéant, le Titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de l'accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Conformément à l'article 5.1 du CCAG MI, le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité et de protection des données à caractère personnel, et à être conformément au RGPD (UE 2016/679).

5.2. Modalités de commande

Les fournitures sont commandées à compter de la réception du(es) bon(s) de commande.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVIR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

5.3. Période de préparation – Etudes

Sans objet.

5.4. Approbation des plans et des documents

Les plans établis par le Titulaire seront, le cas échéant et si cela est requis par les autorités du pavillon et/ou le Bureau de classe, soumis à l'approbation des autorités du pavillon (notamment la Commission Centrale de Sécurité des Navires) et/ou du Bureau Veritas.

Aussi, les nécessaires approbations GENAVIR des plans et documents soumis par le Titulaire s'entendent sous réserve de l'approbation de ces mêmes plans et documents par les autorités du pavillon et/ou le Bureau Veritas lorsque leur approbation est requise.

Les travaux doivent être conduits de telle manière que tant à la date de réception des travaux qu'à la date de restitution du Navire par le Titulaire, le Navire conservera au minimum l'ensemble de ses approbations de classe et les notations qu'il possédait à la date de remise du Navire au Titulaire vierges de toute réserve/recommandation.

En plus des nouveaux plans nécessaires aux travaux, le Titulaire doit mettre à jour les plans existants lorsqu'ils sont impactés par les travaux. Les nouveaux plans et les plans mis à jour doivent être fournis par le Titulaire au format ".dwg" et « iges ».

A l'issus des travaux avant les essais ne mer, tous les plans doivent avoir été transmis et validés par Genavir.

Les documents et plans sont prioritairement en français mais l'anglais est aussi accepté.

Tous les nouveaux plans sont numérotés selon le système de numérotation actuel des plans et documents existants.

5.5. Réunion de Coordination de sécurité

Avant le début des travaux, le représentant de GENAVIR organisera à bord du navire une réunion avec le(s) titulaire(s) et leurs sous-traitants, pour coordonner la sécurité et passer en revue les précautions à prendre durant les travaux. Des responsables sécurité bord et titulaire seront désignés. Le représentant sécurité GENAVIR pourra être une entreprise rémunérée par GENAVIR sous l'autorité des représentants de GENAVIR.

Les procédures applicables seront clairement définies et consignées dans le compte rendu de réunion (permis de travail, consignation électrique...).

Réunion de sécurité et de coordination quotidienne : le Titulaire fournit un compte rendu de réunion reprenant l'ensemble des points abordés et décisions actées. Ce compte-rendu est contresigné par les parties présentes.

5.6. Réunions et Rédaction des rapports sur toute la durée du projet

- Une réunion de lancement sera organisée entre le chantier et Genavir portant à minima sur les points suivants :
 - La gestion de l'avancement selon le calendrier prévu,
 - La revue des plans d'intégration et modifications,
 - L'état des modifications et options demandées par le Groupement,
 - L'état des livraisons principales (Genavir),
 - La liste des approbations des plans par Genavir et la classe,
 - La gestion du suivi financier du projet.
- En période de travaux, une réunion quotidienne est organisée.
Le titulaire tient à jour un rapport quotidien qui doit inclure :
 - Un point sur la sécurité
 - L'état sur la liste d'actions en cours,
 - L'avancement des travaux selon un planning,
 - L'état des approbations des plans par Genavir et le BV,

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

- La mise en service des équipements et sous-ensembles,
 - Le suivi des travaux fait en sous-traitance (électriciens, peintres, équipementiers,...),
 - L'état sur les livraisons principales (Genavir),
 - L'état des modifications demandées par le Genavir,
 - Les prévisions des travaux des jours à venir et la mise à jour du planning,
- Pendant toute la durée de la présence du navire dans le chantier, des réunions journalières de sécurité et de coordination seront organisées par le Titulaire en présence des représentants de Genavir afin de coordonner les différentes actions de la journée.

5.7. Défaut caché ou travaux supplémentaires

Lors de la préparation des travaux, si le Titulaire découvre un défaut caché du Navire (corrosion, etc.), il doit en informer immédiatement Genavir. Les éventuels travaux supplémentaires de réparation indispensables, seront décidés par Genavir après une évaluation des coûts effectuée par le Titulaire puis l'émission d'un devis écrit.

5.8. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le Titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements du lieu d'exécution des prestations relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le Titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur, du respect des obligations prévues par les conventions de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies aux articles 50 et suivants du CCAG Travaux.

5.9. Dispositions applicables pour un Titulaire Français

Le Titulaire remet :

1. Avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et, dans l'affirmative :
 - Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du code du Travail;
 - Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du code du Travail. (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
2. Lors de la conclusion du marché, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers, et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :
 - Sa date d'embauche ;
 - Sa nationalité ;
 - Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
3. Lors de l'attribution du marché et avant la notification du marché, le fournisseur ou l'entrepreneur retenu doit fournir des documents, datant de moins de 6 mois, attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contribution sociales) auprès

de l'Urssaf, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor Public. À savoir :

- Le certificat social Urssaf, (Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).
- Une attestation fiscale ou de régularité fiscale (Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le candidat et futur attributaire du marché doit fournir avant la notification du marché puis tous les 6 mois les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale, (l'attestation de vigilance).
4. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
- Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis);
 - Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente;
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérés au-dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie sur le chantier ne pourra excéder 10 % (dix pour cent) et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10 % (dix pour cent).

Les stipulations du C.C.A.G.-MI 2021 et du Code du Travail sont applicables.

5.10. Dispositions applicables en cas de Titulaire étranger

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. La monnaie de comptes du marché est l'euro. Le prix libellé en euros restera inchangé en cas de variation de change.

Le Titulaire doit appliquer le droit du travail du pays où ont lieu les travaux et la réglementation Européenne, notamment le règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 portant coordination des systèmes de sécurité sociale. Le Titulaire doit fournir au Coordonnateur les documents et attestations rendus obligatoires par les différentes réglementations. Ces documents et attestations sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

5.11. Organisation, sécurité et hygiène des chantiers

5.11.1. Conformité

Le Titulaire garantit la conformité des travaux réalisés aux règles internationales, aux règles du Bureau de Classification désigné et aux règles du pavillon français applicable au navire qui s'imposent aux Parties.

Les décisions du Bureau de Classification désigné s'imposent aux Parties en ce qui concerne la conformité ou la non-conformité aux règlements de classe.

Les décisions des autorités du pavillon s'imposent aux Parties en ce qui concerne la conformité ou la non-conformité des travaux réalisés aux règles du pavillon.

5.11.2. Organisation et qualité de prestations

Le titulaire doit mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens basés sur un système qualité répondant aux exigences de la dernière version de norme ISO 9001 ou équivalent. Les dispositions d'assurance qualité applicables au présent marché sont consignées par le titulaire dans la note décrivant l'organisation du titulaire en matière de garantie de la qualité des prestations effectuées dont il doit être en mesure d'apporter la preuve.

En outre, le titulaire du lot ou marché fait connaître au représentant GENAVIR son référent et les coordonnées de contact désigné pour l'exécution des prestations dans un délai de 8 (huit) jours après notification d'attribution.

5.11.3. Suivi du marché

Dès la notification de l'accord-cadre, chaque Partie désigne un interlocuteur unique pour les besoins de l'exécution du marché.

L'interlocuteur unique désigné par le Titulaire est réputé disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, les décisions nécessaires engageant le Titulaire.

En cas d'indisponibilité de plus de 24 heures de l'interlocuteur unique désigné par le Titulaire, il sera immédiatement remplacé avec information écrite dans les meilleurs délais, et au plus tard dans les 24 heures de sa désignation.

Il est précisé qu'un plan de prévention sera réalisé et qu'une mission de coordination de sécurité et de protection de la santé pourra être engagée par le maître d'ouvrage.

5.12. Justificatifs à fournir en cours d'exécution de l'accord-cadre

Conformément aux dispositions en vigueur du Code du travail, le titulaire devra fournir tous les 6 mois, jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre :

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi en France

- Dans tous les cas :

- une attestation de vigilance : attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de 6 mois (article D 8222 5 1° du code du travail) ;

Vous pouvez utiliser le service en ligne « [Mon URSSAF](#) » pour générer ce document.

- Dans le cas où l'immatriculation de l'entreprise au Registre du Commerce et des Sociétés (RCS) ou au Répertoire des Métiers (RM) est obligatoire, ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants (article D 8222-5-2° du code du travail) :

- Un extrait de l'inscription au RCS (K ou K-bis), délivré par les services du greffe du tribunal de commerce et datant de moins de 3 mois.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

- Une carte d'identification justifiant de l'inscription au RM.
 - Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au RCS ou au RM ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.
 - Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- **Dans le cas où** il n'est pas tenu de s'immatriculer au RCS ou au RM et n'est pas en mesure de produire un extrait K ou K-bis ou une carte d'identification justifiant de son inscription au RM, le candidat individuel ou le membre du groupement doit produire le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*article D 8222 -5-1°-b du code du travail*).
- **Lorsque le cocontractant** emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce cocontractant de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1.

Pour le titulaire ou membre du groupement titulaire établi ou domicilié à l'étranger

- un document mentionnant (*article D 8222-7-1°-a du code du travail*) son numéro individuel d'identification attribué en application de [l'article 286 ter du code général des impôts](#). Si le cocontractant n'est pas tenu d'avoir un tel numéro, un document mentionnant son identité et son adresse ou, le cas échéant, les coordonnées de son représentant fiscal ponctuel en France;
 - un document attestant la régularité de sa situation sociale au regard (*article D 8222-7-1°-b du code du travail*) du règlement CE n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l' article L. 243-15 du code de la sécurité sociale.
 - un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine compétents prouvant que les obligations fiscales et sociales ont été satisfaites.
Lorsqu'un certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par le candidat individuel ou le membre du groupement devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- **Dans le cas où** son immatriculation à un registre professionnel dans le pays d'établissement ou de domiciliation est obligatoire, **l'un des documents suivants** (*article D 8222-7-2° du code du travail*) :
- un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
 - un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
 - pour les entreprises en cours de création, un document émanant de l'autorité habilitée à recevoir l'inscription au registre professionnel et attestant de la demande d'immatriculation audit registre datant de moins de six mois.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

Par ailleurs, le cas échéant, le candidat fournira les pièces demandées aux articles D8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Article 6. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS

6.1. Essais et contrôles

Voir le Cahier des Clauses Techniques

6.2. Performances

Les performances à atteindre sont celles prévues au CCTP ou celles indiquées par les fournisseurs des matériels, des équipements, des appareils, pour autant qu'elles ne soient pas inférieures à celles prévues au CCTP. En tout état de cause, les performances atteintes ne devront en aucun cas être dégradées par rapport à celles du Navire, de ses agrès et appareils avant la réalisation du chantier.

Si les performances ne sont pas atteintes, le Titulaire sera tenu de procéder à ses frais aux corrections requises et aux éventuels nouveaux essais contradictoires pour atteindre les performances exigées.

6.2.1. Gestion des déchets

Conformément à l'article 29.4 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le titulaire a à sa charge la gestion des déchets en lien avec la prestation.

6.3. Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation, rédigée en langue française ou anglaise, nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct des fournitures/matériels livrés et à leur entretien courant. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

Les documents à fournir sont indiqués par item dans le CCTP.

6.4. Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder à l'exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 48 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021.

Article 7. PENALITES ET RETENUES

7.1. Pénalités pour retard

7.1.1. Non-respect des délais de réalisation indiqué à l'acte d'engagement

Par dérogation aux articles 15.1 et 15.2 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, les pénalités appliquées seront les suivantes :

Dans le cadre de l'obligation de résultat du Titulaire, par dérogation à l'article 15 du C.C.A.G.-MI 2021, les pénalités de retard suivantes s'appliquent si le délai global défini à l'acte d'engagement est dépassé :

- Du premier jour calendaire jusqu'au 7^{ème} jour calendaire de retard : la pénalité par jour calendaire de retard s'élève à 15 000 € hors taxe,
- À compter du 8^{ème} jour calendaire et jusqu'au 15^{ème} jour calendaire de retard : la pénalité par jour calendaire de retard s'élève à 20 000 € hors taxe,

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

- À compter du 16^{ième} jour calendaire de retard, la pénalité s'élève à 25 000 € hors taxe par jour calendaire de retard.

Les pénalités sont imputables également au titre des réserves dans le cas de réception prononcée avec réserves.

Les samedis, les dimanches et les jours fériés ou chômés ne sont pas déduits pour le calcul des pénalités.

Les pénalités sont imputables également au titre des réserves dans le cas de l'admission des prestations avec réserves.

Par dérogation à l'article 15.3 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300 H.T. pour l'ensemble du marché.

7.1.2. Non-respect des délais d'intégration de certains équipements à bord du navire

En cas de dépassement, suivant le planning validé en réunion de coordination, du délai maximum pour l'intégration des équipements définis à l'article 10.3 du CCTP ci-dessus les pénalités suivantes peuvent s'appliquer :

- Pour un dépassement compris entre 1 et 15 jours calendaires le montant de la pénalité s'élève à 3 000 € hors taxe par jour calendaire de retard,
- À compter du 16^{ième} jour calendaire de retard, la pénalité s'élève à 10 000 € hors taxe par jour calendaire de retard.

Si ce dépassement du délai maximum pour l'intégration entraîne un non-respect du délai global de réalisation des travaux, GENAVIR peut appliquer en plus les pénalités de l'article 6.4.1.

7.1.3. Non-respect des délais des différents livrables

En cas de dépassement des délais maximums indiqués au mémoire technique du candidat, pour la réalisation des prestations mentionnées au CCTP, les pénalités suivantes peuvent s'appliquer :

- Pour un dépassement compris entre 1 et 15 jours calendaires le montant de la pénalité s'élève à 3 000 € hors taxe par jour calendaire de retard,
- À compter du 16^{ième} jour calendaire de retard, la pénalité s'élève à 10 000 € hors taxe par jour calendaire de retard.

Si ce dépassement du délai maximum pour l'intégration entraîne un non-respect du délai global de réalisation des travaux, GENAVIR peut appliquer en plus les pénalités de l'article 7.1.1.

7.1.4. Le dépassement du délai de réparation des réserves dans le cadre d'un ajournement et pendant la garantie

Pendant la garantie, le dépassement du délai de réparation est sanctionné par des pénalités. Par dérogation à l'article 15, du CCAG MI 2021 les pénalités applicables sont les mêmes que les pénalités pour retard prévues à l'article 5.1.1 ci-avant.

Les mêmes pénalités s'appliquent pour les ajournements dont le délai de levée fixé par GENAVIR serait dépassé.

7.2. Autres pénalités et retenues

7.2.1. Défaillance dans l'obligation d'assistance auprès de GENAVIR et de ses fournisseurs

En complément à l'article 15.1 du CCAG MI, les pénalités suivantes peuvent s'appliquer :

Type de pénalité	Montant forfaitaire et le point de départ du délai
Absence de réponse aux sollicitations raisonnables de Genavir	Une pénalité forfaitaire de 450 € sera appliquée par absence de réponse.
Réponse incomplète aux sollicitations de Genavir	Une pénalité forfaitaire de 200 € sera appliquée à l'entreprise qui fournit la réponse incomplète.
Absence à une réunion prévue ou sollicitée par Genavir	Une pénalité forfaitaire de 100 € sera appliquée par absence.
Retard dans la restitution des livrables à Genavir	Une pénalité forfaitaire de 1 000 € HT par document en retard ou restitué de manière incomplète.

Article 8. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

8.1. Retenue de garantie

Sous réserve d'un délai de garantie fixé à l'article 10 du présent C.C.A.P, en garantie de la bonne exécution des prestations, une retenue de garantie de 4 % sera effectuée sur chaque acompte. Elle sera ramenée à 2 % si la réception ou l'admission est prononcée sans réserve. Le solde interviendra à l'expiration du délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée, au gré du titulaire, par une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, par une caution personnelle et solidaire, étant entendu que sa restitution se fera à l'expiration du délai de garantie. Lorsque le titulaire du marché est un groupement solidaire, la garantie est fournie par le mandataire pour le montant total du marché, avenants compris.

Lorsque le titulaire est un groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées. Si le mandataire du groupement conjoint est solidaire de chacun des membres du groupement, la garantie peut être fournie par le mandataire pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur ne s'y oppose pas, une caution personnelle et solidaire à la retenue de garantie. Toutefois, cette garantie à première demande ou cette caution personnelle et solidaire est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

La retenue de garantie est remboursée un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie.

En cas de retard de remboursement, des intérêts moratoires sont versés conformément aux dispositions réglementaires en vigueur.

Les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie. Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

à première demande pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

8.2. Avance

Sans objet.

Article 9. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – PRESCRIPTIONS – ASSURANCES

9.1. Délai d'exécution des travaux

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

9.2. Prolongation du délai d'exécution

Les essais sont réalisés sous la responsabilité du Titulaire. Lors de ceux-ci, le Navire sera manœuvré par un équipage de GENAVIR afin de pouvoir réaliser lesdits essais à la mer. Le Titulaire reste responsable de tout dommage causé au Navire ou par le Navire, sauf si ce dommage résulte d'une faute du capitaine ou de l'équipage de GENAVIR.

Le Titulaire est responsable des résultats des essais qui donnent lieu à l'émission d'un procès-verbal.

Si les conditions météorologiques ne permettent pas au Titulaire de réaliser correctement les essais à la mer aux dates prévues initialement, le Titulaire pourra reporter les essais ou une partie de ces essais à la première date où les conditions météorologiques permettent le ou les essais envisagés (s).

Sont considérées comme conditions météorologiques ne permettant pas de faire les essais, des conditions de mer supérieures au niveau 5 sur l'échelle de Douglas. Et concernant les appareils à tester aux conditions de mer prévues pour leur exploitation au CCTP.

Dans un tel cas, le Titulaire aura droit à une prolongation du délai global défini à l'article 4 de l'acte d'engagement égale au maximum à la période d'ajournement des essais, le Titulaire faisant ses meilleurs efforts pour réduire au minimum la période d'ajournement des essais et pour rattraper l'éventuel retard en résultant.

9.3. Prescriptions générales

Toutes les fournitures devront respecter et appliquer les normes et prescriptions françaises et européennes en vigueur et plus particulièrement les normes applicables en matière de santé des personnes et d'environnement.

Article 10. ASSURANCES - GARANTIE

10.1. Garanties

10.1.1. Garantie technique

La garantie technique est une garantie de bon fonctionnement qui court sur un délai de 12 mois à compter de la notification de la décision d'admission.

La garantie couvre remise en état des organes défectueux ou leur remplacement suivants les prestations réalisées pour lesquelles le titulaire est intervenu. Tous les frais correspondants tant fourniture que main d'œuvre sont à la charge du titulaire. Il est convenu que les frais de transport seront pris en charge par GENAVIR.

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

Si les réparations, dans le cadre de la garantie, devaient être exécutées pour motifs impérieux par le chantier le plus proche, elles seraient remboursées par le chantier à GENAVIR au prix auquel elles ont été facturées.

S'il apparaît un défaut présentant un caractère systématique, ne permettant pas aux matériels de satisfaire aux spécifications techniques contractuelles, le titulaire s'engage à étudier à ses frais la modification nécessaire et à modifier également à ses frais les matériels en cours de fabrication et les matériels livrés en cours de marché.

10.1.2. Garantie relative à la peinture

La garantie suivante s'applique en complément de l'article 36 du CCAG MI.

Outre les garanties légales, les travaux de peintures réalisées par le Titulaire sont soumis à une garantie conventionnelle contre tout défaut (hors usure normale) d'une durée de 2 (deux) ans à partir de la date d'admission. En cas de réserve, le point de départ du délai de garantie est la date de levée de la réserve de la zone concernée.

La garantie conventionnelle couvre notamment et sans caractère limitatif tout vice de matière, de préparation des supports, de support ou d'application du fait du Titulaire ou de ses sous-traitants pourvu que ces défauts aient été découverts dans un délai de deux (2) ans après la date d'admission, ou de la date du procès-verbal de levée de réserve, et que ce défaut ait fait l'objet d'une notification au Titulaire.

10.2. Assurances

Le titulaire ainsi que les cotraitants désignés dans le marché doivent justifier qu'ils sont titulaires d'une assurance garantissant les tiers y compris Genavir, en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, au moyen d'attestation mentionnant l'étendue de cette garantie.

Le titulaire s'engage à fournir les attestations actualisées si nécessaire.

10.2.1. Assurance responsabilité civile et responsabilité civile chantier

En complément des dispositions prévues à l'article 10 du CCAG/MI, le Titulaire doit souscrire auprès d'une ou plusieurs compagnies de notoire solvabilité ayant une représentation en France, une police d'assurance responsabilité civile couvrant les dommages matériels et corporels.

Le plafond de cette assurance sera au minimum de 50 millions d'euros sauf en cas de faute grave et intentionnelle du Titulaire. Le soumissionnaire doit chiffrer cette assurance dans la colonne minimum scope du BPU en précisant le niveau de franchise associé.

Le Titulaire doit justifier auprès de Genavir, dans un délai de quinze jours calendaires à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, la souscription de ces contrats d'assurances et l'identité de l'assureur, au moyen d'une attestation d'assurance intégrant les garanties définies ci-avant.

Article 11. ESSAIS PREALABLES A L'ADMISSION DES PRESTATIONS

11.1. Essais et contrôles

Voir le Cahier des Clauses Techniques

11.2. Performances

Les performances à atteindre sont celles prévues au CCTP ou celles indiquées par les fournisseurs des matériels, des équipements, des appareils, pour autant qu'elles ne soient pas inférieures à celles prévues au CCTP. En tout état de cause, les performances atteintes ne devront en aucun

	Gérer les achats	
	Cahier des Charges Administratives Marchés publics industriels (MI)	Date de création Rédacteur : Version n° : V1 Date de mise à jour :

CCAP – GNVR-12-2024 – Arrêt technique 2025 du navire océanographique Thalassa

cas être dégradées par rapport à celles du Navire, de ses agrès et appareils avant la réalisation du chantier.

Si les performances ne sont pas atteintes, le Titulaire sera tenu de procéder à ses frais aux corrections requises et aux éventuels nouveaux essais contradictoires pour atteindre les performances exigées.

Article 12. RESILIATION

Les stipulations du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, sont applicables.

En cas de résiliation pour faute du titulaire prononcée en application de l'article 44 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution aux frais et risques du titulaire de la part résiliée du marché. Dans ce cas, la décision de résiliation le mentionnera explicitement.

Article 13. DROIT ET LANGUE

En cas de litige, seul le Tribunal Judiciaire de Brest est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 14. DÉROGATIONS

Le CCTP prévaut sur le CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces.

Dérogation à l'article 15.1 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.1.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 15.2 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.1.1 du CCAP.

Dérogation à l'article 15 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.1.4 du CCAP.

Dérogation à l'article 41 du CCAG Marché Industriel (CCAG MI) – 2021 par l'article 7.1.4 du CCAP.

Fin du CCAP